

Thème	Sous thème	Texte de référence	Article
Environnement	ICPE	Arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560	1
Environnement	ICPE	Conditions générales de l'autorisation	1
Environnement	ICPE	Conditions générales de l'autorisation	1
Environnement	ICPE	Conditions générales de l'autorisation	1
Environnement	ICPE	Conditions générales de l'autorisation	2

Environnement	ICPE	Conditions générales de l'autorisation	2
Environnement	ICPE	Conditions générales de l'autorisation	2
Environnement	ICPE	Conditions générales de l'autorisation	2
Environnement	ICPE	Conditions générales de l'autorisation	2

Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	3
Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	4
Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	4
Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	4
Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	4
Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	4

Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	4
Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	4
Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	4

Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	4
Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	4
Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	4
Environnement	Eau	Réseaux	4
Environnement	Air	Réseaux	4
Environnement	Déchets	Registre	4

Exploitation	Conditions d'exploitation	Dispositions générales	4
Exploitation	Conditions d'exploitation	Dispositions générales	5
Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	5
Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	5
Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	5
Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	6
Environnement	ICPE	Dispositions générales	6
Environnement	ICPE	Dispositions générales	6
Environnement	ICPE	Dispositions générales	6
Environnement	ICPE	Dispositions générales	7
Environnement	ICPE	Dispositions générales	7

Environnement	ICPE	Dispositions générales	7
Environnement	ICPE	Prévention des risques et sécurité	8
Environnement	ICPE	Prévention des risques et sécurité	8
Environnement	ICPE	Prévention des risques et sécurité	9
Environnement	ICPE	Prévention des risques et sécurité	9

Environnement	ICPE	Prévention des risques et sécurité	<b>10</b>
Environnement	ICPE	<b>Section 2 : Dispositions constructives</b>	11
Environnement	ICPE	Dispositions constructives	11
Environnement	ICPE	Dispositions constructives	11
Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	<b>12</b>

[illegible]

[illegible]

Environnement	ICPE	Prévention des risques et sécurité	<b>13</b>
Environnement	ICPE	Prévention des risques et sécurité	13
Environnement	ICPE	Prévention des risques et sécurité	13
Environnement	ICPE	Prévention des risques et sécurité	13
Environnement	ICPE	Prévention des risques et sécurité	13
Environnement	ICPE	Prévention des risques et sécurité	13

Environnement	ICPE	Prévention des risques et sécurité	13
Environnement	ICPE	Prévention des risques et sécurité	14
Environnement	ICPE	Prévention des risques et sécurité	14

Environnement	ICPE	Prévention des risques et sécurité	14
Environnement	ICPE	Prévention des risques et sécurité	14
Environnement	ICPE	Prévention des risques et sécurité	<b>15</b>
Environnement	ICPE	Prévention des risques et sécurité	15

Environnement	Eau	Réseaux	15
Environnement	Eau	Réseaux	15
Environnement	ICPE	Produits chimiques	15
Environnement	ICPE	Réseaux	15
Environnement	ICPE	<b>Section 3 : Dispositif de prévention des accidents</b>	<b>16</b>

Environnement	ICPE	Dispositif de prévention des accidents	16
Environnement	ICPE	Dispositif de prévention des accidents	16

Environnement	ICPE	Dispositif de prévention des accidents	<b>17</b>
Environnement	ICPE	Dispositif de prévention des accidents	17
Environnement	ICPE	Dispositif de prévention des accidents	17
Environnement	ICPE	Dispositif de prévention des accidents	<b>18</b>
Environnement	ICPE	Dispositif de prévention des accidents	18

Environnement	ICPE	Dispositif de prévention des accidents	18
Environnement	ICPE	<b>Section 4 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles</b>	<b>19</b>
Environnement	ICPE	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	19
Environnement	ICPE	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	19
Environnement	ICPE	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	19

Environnement	ICPE	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	19
Environnement	ICPE	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	19
Environnement	ICPE	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	19

Environnement	ICPE	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	19
Environnement	ICPE	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	19
Environnement	ICPE	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	19
Environnement	ICPE	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	19
Environnement	ICPE	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	19

Environnement	ICPE	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	19
Environnement	ICPE	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	19
Environnement	ICPE	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	19
Environnement	ICPE	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	19
Environnement	ICPE	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	19
Environnement	ICPE	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	19
Environnement	ICPE	<b>Section 5 : Dispositions d'exploitation</b>	<b>20</b>

Environnement	ICPE	Dispositions d'exploitation	20
Environnement	ICPE	Dispositions d'exploitation	<b>21</b>
Environnement	ICPE	Dispositions d'exploitation	21

Environnement	ICPE	Dispositions d'exploitation	21
Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	<b>22</b>
Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	22
Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	<b>23</b>
Environnement	ICPE	Gestion de l'établissement	23

Environnement	Eau	<b>Section 1 : Principes généraux</b>	<b>24</b>
Environnement	Eau	Rejets	24
Environnement	Eau	<b>Section 2 : Prélèvements et consommation d'eau</b>	<b>25</b>
Environnement	Eau	Prélèvements et consommation d'eau	25
Environnement	Eau	Prélèvements et consommation d'eau	25
Environnement	Eau	Prélèvements et consommation d'eau	25
Environnement	Eau	Prélèvements et consommation d'eau	25
Environnement	Eau	Prélèvements et consommation d'eau	<b>26</b>
Environnement	Eau	Prélèvements et consommation d'eau	26

Environnement	Eau	Prélèvements et consommation d'eau	26
Environnement	Eau	Prélèvements et consommation d'eau	26
Environnement	Eau	Prélèvements et consommation d'eau	<b>27</b>
Environnement	Eau	Prélèvements et consommation d'eau	27
Environnement	Eau	Prélèvements et consommation d'eau	27
Environnement	Eau	<b>Section 3 : Collecte et rejet des effluents</b>	<b>28</b>
Environnement	Eau	Collecte et rejet des effluents	28

Environnement	Eau	Collecte et rejet des effluents	<b>29</b>
Environnement	Eau	Collecte et rejet des effluents	29
Environnement	Eau	Collecte et rejet des effluents	29
Environnement	Eau	Collecte et rejet des effluents	29
Environnement	Eau	Collecte et rejet des effluents	30
Environnement	Eau	<b>Section 4 : Valeurs limites d'émission</b>	<b>31</b>

[illegible]

Environnement	Air	Section 2 : Rejets à l'atmosphère	34
Environnement	Air	Rejets à l'atmosphère	34
Environnement	Air	Rejets à l'atmosphère	34
Environnement	Air	Rejets à l'atmosphère	34
Environnement	Air	Rejets à l'atmosphère	34

Environnement	Air	Rejets à l'atmosphère	34
Environnement	Air	Rejets à l'atmosphère	<b>35</b>
Environnement	Air	Rejets à l'atmosphère	<b>36</b>
Environnement	Air	Rejets à l'atmosphère	36
Environnement	Air	<b>Section 3 : Valeurs limites d'émission</b>	<b>37</b>
Environnement	Air	Valeurs limites d'émission	<b>38</b>
Environnement	Air	Valeurs limites d'émission	38
Environnement	Air	Valeurs limites d'émission	38

[illegible]

Environnement	Emissions dans les sols		41
Environnement	Bruit et vibration		42
Environnement	Bruit et vibration		42
Environnement	Bruit et vibration		42
Environnement	Bruit et vibration		42

Environnement	Bruit et vibration	Véhicules	42
Environnement	Bruit et vibration	Véhicules	42
Environnement	Bruit et vibration	Vibration	42
Environnement	Bruit et vibration	Gestion de l'établissement	42
Environnement	Bruit et vibration	Gestion de l'établissement	42

Environnement	Déchets		43
Environnement	Déchets	Stockage	44
Environnement	Déchets	Stockage	44
Environnement	Déchets	Copeaux d'usinage	44
Environnement	Déchets	Copeaux d'usinage	44
Environnement	Déchets	Stockage	44

Environnement	Déchets	Filière de traitement	<b>45</b>
Environnement	Déchets	Gestion de l'établissement	45
Environnement	Déchets	Gestion de l'établissement	45
Environnement	Déchets	Gestion de l'établissement	45
Environnement	Déchets		45
Environnement	<b>Surveillance des émissions</b>	<b>Section 1 : Généralités</b>	<b>46</b>
Environnement	Surveillance des émissions	Généralités	46
Environnement	Surveillance des émissions	Gestion de l'établissement	46
Environnement	Surveillance des émissions	Gestion de l'établissement	46
Environnement	Surveillance des émissions	Gestion de l'établissement	46
Environnement	<b>Air</b>	<b>Section 7 : Déclaration annuelle des émissions polluantes</b>	<b>47</b>
Environnement	<b>ICPE</b>		<b>48</b>

Environnement	<b>Annexes</b>	<b>Vibration</b>	<b>Annexe I</b>
Environnement	Annexes	Vibration	Annexe I
Environnement	Annexes	Vibration	Annexe I
Environnement	Annexes	Vibration	Annexe I
Environnement	Annexes	Vibration	Annexe I
Environnement	Annexes	Vibration	Annexe I

Environnement	Annexes	Vibration	Annexe I
Environnement	Air	Vibration	Annexe I
Environnement	Annexes	Vibration	Annexe I
Environnement	Annexes	Vibration	Annexe I
Environnement	Annexes	Vibration	Annexe I

Environnement	Annexes	Calcul des hauteurs de cheminées	Annexe II
Environnement	Annexes	Calcul des hauteurs de cheminées	Annexe II
Environnement	Annexes	Calcul des hauteurs de cheminées	Annexe II
Environnement	Annexes	Calcul des hauteurs de cheminées	Annexe II
Environnement	Annexes	Calcul des hauteurs de cheminées	Annexe II

Environnement	Annexes	Calcul des hauteurs de cheminées	Annexe II
Environnement	Annexes	Calcul des hauteurs de cheminées	Annexe II

Environnement	Annexes	Rejets à l'atmosphère	Annexe III
Environnement	Annexes	Rejets à l'atmosphère	Annexe III
Environnement	Annexes	Rejets à l'atmosphère	Annexe III
Environnement	Annexes	Rejets à l'atmosphère	Annexe III
Environnement	Annexes	Rejets à l'atmosphère	Annexe III

Environnement	Annexes	Rejets à l'atmosphère	Annexe III
Environnement	Annexes	Rejets à l'atmosphère	Annexe III
Environnement	Annexes	Rejets à l'atmosphère	Annexe III
Environnement	Annexes	Rejets à l'atmosphère	Annexe III
Environnement	Annexes	Rejets à l'atmosphère	Annexe III

Environnement	Annexes	Rejets à l'atmosphère	Annexe III
Environnement	Annexes	Gestion de l'établissement	Annexe III
Environnement	Annexes	Gestion de l'établissement	Annexe III

Libellé	Statut de conformité
Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2560.	NC
Il ne s'applique pas aux installations existantes déjà autorisées.	INFO
Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles <a href="#">L. 512-7-3</a> et <a href="#">L. 512-7-5</a> du code de l'environnement.	INFO
Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 2014.	INFO
Au sens du présent arrêté, on entend par :	INFO

<p>« Débit d'odeur » : conventionnellement, le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m<sup>3</sup>/h, par le facteur de dilution au seuil de perception.</p> <p>« Eaux industrielles (EI) » : effluents liquides résultant du fonctionnement des installations.</p> <p>« Eaux pluviales non polluées (EPnp) » : eaux météoriques non susceptibles de ruisseler sur des aires imperméabilisées et n'entrant pas en contact avec des fumées industrielles. Sauf configuration spéciale, les eaux de toitures peuvent être considérées comme eaux pluviales non polluées.</p> <p>« Eaux pluviales polluées (EPp) » : eaux météoriques susceptibles de ruisseler sur des aires imperméabilisées ou d'être en contact avec des fumées industrielles.</p> <p>« Eaux résiduaires » : effluents liquides susceptibles d'être pollués (EPp, EU et EI) rejetés du site vers un exutoire extérieur au site.</p> <p>« Eaux usées (EU) » : effluents liquides provenant des différents usages domestiques de l'eau du personnel (toilettes, cuisines, etc.), essentiellement porteuses de pollution organique.</p> <p>« Emergence » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation).</p> <p>« Emission » : le rejet direct ou indirect, à partir de sources ponctuelles ou diffuses de l'installation, de substances, de vibrations, de chaleur ou de bruit dans l'air, l'eau ou</p>	INFO
<p>« Installation » : une unité technique fixe au sein de laquelle interviennent une ou plusieurs des activités visées à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement, ainsi que toute autre activité s'y rapportant directement, exercée sur le même site, qui est liée techniquement aux activités énumérées dans cette annexe et qui est susceptible d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.</p> <p>« Local à risque incendie » : enceinte fermée contenant des matières combustibles, inflammables ou explosives et occupée, de façon périodique ou ponctuelle, par du personnel. Ici les locaux à risque incendie sont, entre autres, les chaufferies, les locaux de charge d'accumulateur, les zones de stockages de produits combustibles, inflammables ou explosifs.</p>	INFO
<p>« QMNA5 » : la valeur du QMNA telle qu'elle ne se produit qu'une année sur cinq.</p> <p>« Réfrigération en circuit ouvert » : tout système qui permet le retour des eaux de refroidissement dans le milieu naturel après prélèvement.</p> <p>« Substances dangereuses » : les substances ou les mélanges tels que définis à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.</p> <p>« Tiers » : personne totalement étrangère à l'installation.</p> <p>« Valeur limite d'émission » : la masse, exprimée en fonction de certains paramètres spécifiques, la concentration et/ou le niveau d'une émission, à ne pas dépasser au</p>	INFO
<p>« Zones à émergence réglementée » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;</li> <li>— les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;</li> <li>— l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour,</li> </ul>	INFO

<p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</p> <p>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>	<b>NC</b>
<p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>— le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>— l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> </ul>	<b>NC</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>— les résultats des mesures sur les rejets et le bruit des cinq dernières années ;</li> </ul>	<b>AV</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>— le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées ;</li> </ul>	<b>NC</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>— les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :</li> <li>— le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. art. 9)</li> </ul>	<b>NC</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>— le plan de localisation des risques, (cf. art. 8) ;</li> </ul>	<b>NC</b>

<p>— le plan général des stockages (cf. art. 9) ;</p>	<p><b>NC</b></p>
<p>— les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. art. 9)</p>	<p><b>C</b></p>
<p>— les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque (cf. art. 11) ;</p>	<p><b>NC</b></p>

— les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. art. 16) ;	NC
— le registre de vérification périodique et de maintenance des équipements (cf. art. 22)	NC
— les consignes d'exploitation (cf. art. 23) ;	NC
— le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. art. 28) ;	SO
— les éléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission dans l'air de certains produits par l'installation (cf. art. 39) ;	SO
— le registre des déchets générés par l'installation (cf. art. 45).	C

Le dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.	<b>SO</b>
L'installation est implantée conformément aux règles d'urbanisme en vigueur.	<b>C</b>
L'installation est implantée à une distance minimale de 10 mètres des limites de propriété de l'installation.	<b>SO</b>
En cas d'impossibilité technique de respecter ces distances, l'exploitant proposera des mesures alternatives permettant d'assurer un niveau de sécurité des tiers équivalent.	<b>SO</b>
L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers. L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	<b>SO</b>
Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : — les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;	<b>SO</b>
— les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;	<b>SO</b>
— les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ;	<b>SO</b>
— des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.	<b>SO</b>
L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.	<b>C</b>
L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence.	<b>C</b>

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.	<b>C</b>
L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Ces parties de l'installation sont appelées zones à risque.	<b>NC</b>
L'exploitant dispose d'un plan général de ces zones à risques qui précise les dangers associés.	<b>NC</b>
Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.	<b>NC</b>
Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.	<b>NC</b>

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.	C
<p>Les locaux à risque incendie présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— matériaux de classe A1 ou A2 s1 d1 selon NF EN 13 501-1 ;</li> <li>— murs extérieurs : REI 90 ;</li> <li>— murs séparatifs : REI 90 ;</li> <li>— planchers/sol : REI 90 ;</li> <li>— portes et fermetures : EI 90 ;</li> <li>— toitures et couvertures de toiture BROOF (t3).</li> </ul>	NC
Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.	NC
Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.	NC
<p>I. — Accessibilité.</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>	C

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.	<b>C</b>
Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.	<b>C</b>
<p>II. — Accessibilité des engins à proximité de l'installation.</p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <p>— la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</p>	<b>C</b>
— dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;	<b>SO</b>
— la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;	<b>C</b>
— chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;	<b>C</b>
— aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie « engins ».	<b>C</b>
En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité	<b>SO</b>
<p>III. — Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.</p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites « de croisement », judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <p>— largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie « engins » ; — longueur minimale de 10 mètres, présentant à minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».</p>	<b>C</b>

<p>IV. — Mise en station des échelles.</p> <p>Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie « engins » définie au II.</p>	C
<p>Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes :</p> <p>— la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</p>	C
<p>— dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</p>	C
<p>— aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;</p>	C
<p>— la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;</p>	C
<p>— la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum, et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.</p> <p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures.</p>	C
<p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'une voie « échelle » et présentent une hauteur minimale de 1,80 mètre et une largeur minimale de 0,90 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.</p>	C
<p>V. — Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins.</p> <p>A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.</p>	C

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.	<b>NC</b>
Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou autocommande).	<b>C</b>
La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local. Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m <sup>2</sup> est prévue pour 250 m <sup>2</sup> de superficie projetée de toiture.	<b>AV</b>
En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.	<b>C</b>
L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.	<b>C</b>
Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.	<b>C</b>

<p>Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;</li> <li>— fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bifonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;</li> <li>— la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et intérieures ou égales à 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;</li> <li>— classe de température ambiante T(00) ;</li> <li>— classe d'exposition à la chaleur B300.</li> </ul> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface des plus grands exutoires sont réalisées soit par des ouvrants en façade soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p>	<p><b>C</b></p>
<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>1. D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p>	<p><b>C</b></p>
<p>2. De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.</p>	<p><b>NC</b></p>

<p>3. D'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis favorable des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.</p>	<p><b>C</b></p>
<p>4. D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>	<p><b>C</b></p>
<p>Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>	<p><b>SO</b></p>
<p>Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p>	<p><b>NC</b></p>

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification significative et datés.	<b>AV</b>
Ils sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.	<b>NC</b>
L'ensemble des appareils susceptibles de contenir des acides, des bases, des substances ou préparations toxiques est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.	<b>C</b>
Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.	<b>AV</b>
L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées par un organisme accrédité.	<b>C</b>

<p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p>	<p><b>NC</b></p>
<p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 comme pouvant être à l'origine d'une explosion :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé ;</li> <li>— les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées ;</li> <li>— le chauffage de ces parties de l'installation ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</li> </ul>	<p><b>NC</b></p>

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.	<b>AV</b>
Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.	<b>AV</b>
La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).	<b>AV</b>
Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8 en raison des conséquences d'un sinistre (explosion notamment) susceptible de se produire dispose : — d'un dispositif de détection des substances pouvant en être à l'origine (par exemple poussières d'aluminium, magnésium ou zirconium). L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps ;	<b>AV</b>
— d'évents/parois soufflables dont la surface est dimensionnée, selon les règles de l'art en la matière, après une étude préalable ;	<b>AV</b>

<p>— d'un dispositif de détection de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>	<p><b>NC</b></p>
<p>I. — Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p>	<p><b>NC</b></p>
<p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>	<p><b>SO</b></p>
<p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>— dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>— dans tous les cas 250 litres minimum ou la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 250 litres.</li> </ul>	<p><b>AV</b></p>
<p>II. — La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p>	<p><b>C</b></p>

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.	<b>C</b>
Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.	<b>NC</b>
Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.	<b>NC</b>

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, dans les conditions énoncées ci-dessus.	<b>AV</b>
III. — Les rétentions sont aménagées de manière à ce que les eaux pluviales ne s'y déversent pas afin de maintenir en permanence la capacité de rétention définie ci-dessus. Les capacités de rétention ont en effet vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de système automatique de relevage des eaux.	<b>NC</b>
IV. — Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des substances dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	<b>NC</b>
V. — Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.	<b>AV</b>
Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.	<b>AV</b>

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.	<b>AV</b>
En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.	<b>AV</b>
Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : — du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ; — du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; — du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.	<b>INFO</b>
Les eaux d'extinction collectées sont éliminées si nécessaire après contrôle de leur qualité vers les filières de traitement des déchets appropriées.	<b>NC</b>
VI. — Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.	<b>NC</b>
L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.	<b>C</b>

<p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>	<p><b>C</b></p>
<p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.</p>	<p><b>C</b></p>
<p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Ils sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>	<p><b>AV</b></p>

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.	NC
L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.	C
Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.	C
Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.	NC
<p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion</li> <li>— l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>— l'obligation d'établir un document ou dossier conforme aux dispositions prévues à l'article 21 pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>— les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>— les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>— les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>— les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 19 ;</li> <li>— les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>— la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>— l'obligation d'informer l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, en cas d'accident.</li> </ul>	NC

Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.	<b>C</b>
Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs-seuils définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.	<b>INFO</b>
Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.	<b>SO</b>
Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.	<b>so</b>
Si le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, il est d'une capacité maximale inférieure à 1 000 m <sup>3</sup> /heure.	<b>SO</b>
Si le prélèvement d'eau est effectué par forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé est inférieur à 200 000 m <sup>3</sup> par an.	<b>SO</b>
Si le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, il est inférieur à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau. La réfrigération en circuit ouvert est interdite.	<b>SO</b>
Si le volume prélevé est supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> / an, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement sont conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0 en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement	<b>SO</b>
Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> / j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.	<b>SO</b>

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement.	<b>NC</b>
Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214.18.	<b>NC</b>
Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration, en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement.	<b>SO</b>
Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.	<b>SO</b>
En cas de cessation d'utilisation d'un forage, des mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage sont mises en œuvre afin d'éviter une pollution des eaux souterraines. La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.	<b>SO</b>
Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.	<b>NC</b>
Tout effluent aqueux industriel doit être considéré comme un déchet et traité conformément au chapitre VII.	<b>C</b>

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.	<b>AV</b>
Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.	<b>NC</b>
Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P 16-442 (version 2007 ou version ultérieure) ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente.	<b>AV</b>
Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.	<b>SO</b>
Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	<b>C</b>
Les rejets d'eaux pluviales canalisées respectent les valeurs limites de concentration suivantes, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés dans les SDAGE.	<b>INFO</b>

	Matières en suspension totales	35 mg/l	NC
	DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l	
	Hydrocarbures totaux	10 mg/l	
L'épandage des boues, déchets, effluents et sous-produits est interdit.			C
Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés (par exemple, les émissions produites par les opérations de soudage, de meulage...) sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée.			C
Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.			SO
Les conduits d'évacuation de ces effluents sont entretenus régulièrement de manière à éviter toute accumulation de poussières.			SO
Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...).			SO
Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère.			C
Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.			C
Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).			C
Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.			SO
Lorsque les stockages de produits pulvérulents se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec sont permis.			SO

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.	<b>AV</b>
Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie.	<b>AV</b>
Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.	<b>AV</b>
La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.	<b>AV</b>
L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants.	<b>AV</b>

Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.	<b>AV</b>
Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux conditions fixées par les méthodes de référence précisées dans un avis publié au Journal officiel.	<b>AV</b>
La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz.	<b>AV</b>
Cette hauteur, qui ne peut être inférieure à 10 m fait l'objet d'une justification dans le dossier conformément aux dispositions de l'annexe II.	<b>AV</b>
Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées dans un avis publié au Journal officiel.	<b>INFO</b>
Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).	<b>SO</b>
Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une même teneur en oxygène de référence égale à 21 %.	<b>SO</b>
Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.	<b>SO</b>

I. — Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.		SO																										
<table><thead><tr><th>POLLUANTS</th><th>VALEUR LIMITE D'ÉMISSION</th></tr></thead><tbody><tr><td colspan="2">1. Poussières totales</td></tr><tr><td>Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h</td><td>100 mg/m<sup>3</sup></td></tr><tr><td>Flux horaire est supérieur à 1 kg/h</td><td>40 mg/m<sup>3</sup></td></tr><tr><td colspan="2">2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires)</td></tr><tr><td colspan="2">a) Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés</td></tr><tr><td>Flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1 g/h</td><td>0,05 mg/m<sup>3</sup> par métal 0,1 mg/m<sup>3</sup> pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl)</td></tr><tr><td colspan="2">b) Rejets d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés</td></tr><tr><td>Flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés, dépasse 5 g/h</td><td>1 mg/m<sup>3</sup> (exprimée en As + Se + Te)</td></tr><tr><td colspan="2">c) Rejets de plomb et de ses composés</td></tr><tr><td>Flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h</td><td>1 mg/m<sup>3</sup> (exprimée en Pb)</td></tr><tr><td colspan="2">d) Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés</td></tr><tr><td>Flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse (*), nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h</td><td>5 mg/m<sup>3</sup> (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn).</td></tr></tbody></table>		POLLUANTS	VALEUR LIMITE D'ÉMISSION	1. Poussières totales		Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h	100 mg/m <sup>3</sup>	Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	40 mg/m <sup>3</sup>	2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires)		a) Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés		Flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1 g/h	0,05 mg/m <sup>3</sup> par métal 0,1 mg/m <sup>3</sup> pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl)	b) Rejets d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés		Flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés, dépasse 5 g/h	1 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en As + Se + Te)	c) Rejets de plomb et de ses composés		Flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h	1 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en Pb)	d) Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés		Flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse (*), nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h	5 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn).	SO
POLLUANTS	VALEUR LIMITE D'ÉMISSION																											
1. Poussières totales																												
Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h	100 mg/m <sup>3</sup>																											
Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	40 mg/m <sup>3</sup>																											
2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires)																												
a) Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés																												
Flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1 g/h	0,05 mg/m <sup>3</sup> par métal 0,1 mg/m <sup>3</sup> pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl)																											
b) Rejets d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés																												
Flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés, dépasse 5 g/h	1 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en As + Se + Te)																											
c) Rejets de plomb et de ses composés																												
Flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h	1 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en Pb)																											
d) Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés																												
Flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse (*), nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h	5 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn).																											
Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.		SO																										
Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.		SO																										
III. - Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les effluents gazeux respectent les valeurs limites de concentration fixées dans le tableau selon le flux horaire figurant en annexe III.		SO																										
Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.		SO																										

Les rejets directs dans les sols sont interdits.			AV									
I. — Valeurs limites de bruit. Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :			INFO									
<table><tr><td>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</td><td>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</td><td>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés</td></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table>			NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	AV
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés										
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)										
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)										
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.			AV									
Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.			AV									

<p>II. - Véhicules. — Engins de chantier.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p>	<p><b>C</b></p>
<p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	<p><b>C</b></p>
<p>III. - Vibrations.</p> <p>Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe I.</p>	<p><b>INFO</b></p>
<p>IV. - Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p>	<p><b>INFO</b></p>
<p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.</p>	<p><b>AV</b></p>

<p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;</li> <li>— trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;</li> <li>— s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets,</li> <li>— s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li> </ul>	<b>AV</b>
<p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p>	<b>C</b>
<p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>	<b>C</b>
<p>En particulier, les copeaux d'usinage ou tout déchet d'usinage souillé sont stockés à l'abri des eaux météoriques et sur rétention ou sur tout autre moyen équivalent permettant la récupération des égouttures.</p>	<b>C</b>
<p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.</p>	<b>C</b>
<p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p>	<b>C</b>

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.	<b>C</b>
L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.	<b>C</b>
L'exploitant met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.)	<b>C</b>
Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet des déchets dangereux à un tiers.	<b>C</b>
Tout brûlage à l'air libre est interdit.	<b>C</b>
L'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores.  Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.	<b>INFO</b>
Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	<b>INFO</b>
L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées à l'article 39. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.	<b>SO</b>
Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées.	<b>SO</b>
Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées dans un avis publié au Journal officiel.	<b>SO</b>
Les émissions de substances ou déchets visées aux articles 39 et 45 du présent arrêté doivent faire, le cas échéant, l'objet d'une déclaration annuelle dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.	<b>SO</b>
La directrice générale de la prévention des risques est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.	<b>INFO</b>

RÈGLES TECHNIQUES APPLICABLES AUX VIBRATIONS				<b>C</b>
L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.				
La vitesse particulière des vibrations émises, mesurée selon la méthode définie dans la présente annexe, ne doit pas dépasser les valeurs définies ci-après.				<b>SO</b>
1. Valeurs limites de la vitesse particulière 1.1. Sources continues ou assimilées Sont considérées comme sources continues ou assimilées : — toutes les machines émettant des vibrations de manière continue ; — les sources émettant des impulsions à intervalles assez courts sans limitation du nombre d'émissions. Les valeurs limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes :				<b>SO</b>
<b>FRÉQUENCES</b>	<b>4 Hz - 8 Hz</b>	<b>8 Hz - 30 Hz</b>	<b>30 Hz - 100 Hz</b>	<b>INFO</b>
Constructions résistantes	5 mm/s	6 mm/s	8 mm/s	
Constructions sensibles	3 mm/s	5 mm/s	6 mm/s	
Constructions très sensibles	2 mm/s	3 mm/s	4 mm/s	
1.2. Sources impulsionnelles à impulsions répétées				<b>INFO</b>
Sont considérées comme sources impulsionnelles à impulsions répétées toutes les sources émettant, en nombre limité, des impulsions à intervalles assez courts mais supérieurs à 1 s et dont la durée d'émissions est inférieure à 500 ms. Les valeurs-limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes :				
<b>FRÉQUENCES</b>	<b>4 Hz - 8 Hz</b>	<b>8 Hz - 30 Hz</b>	<b>30 Hz - 100 Hz</b>	<b>INFO</b>
Constructions résistantes	8 mm/s	12 mm/s	15 mm/s	
Constructions sensibles	6 mm/s	9 mm/s	12 mm/s	
Constructions très sensibles	4 mm/s	6 mm/s	9 mm/s	

<p>Quelle que soit la nature de la source, lorsque les fréquences correspondant aux vitesses particulières couramment observées pendant la période de mesure s'approchent de 0,5 Hz des fréquences de 8, 30 et 100 Hz, la valeur-limite à retenir est celle correspondant à la bande fréquence immédiatement inférieure. Si les vibrations comportent des fréquences en dehors de l'intervalle 4-100 Hz, il convient de faire appel à un organisme qualifié agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p>	<b>INFO</b>
<p><b>2. Classification des constructions</b>  Pour l'application des limites de vitesses particulières, les constructions sont classées en trois catégories suivant leur niveau de résistance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— constructions résistantes : les constructions des classes 1 à 4 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement</li> <li>— constructions sensibles : les constructions des classes 5 à 8 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 ;</li> <li>— constructions très sensibles : les constructions des classes 9 à 13 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 ;</li> </ul>	<b>INFO</b>
<p><b>3. Méthode de mesure</b>  <b>3.1. Eléments de base</b>  Le mouvement en un point donné d'une construction est enregistré dans trois directions rectangulaires dont une verticale, les deux autres directions étant définies par rapport aux axes horizontaux de l'ouvrage étudié sans tenir compte de l'azimut.</p> <p>Les capteurs sont placés sur l'élément principal de la construction (appui de fenêtre d'un mur porteur, point d'appui sur l'ossature métallique ou en béton dans le cas d'une construction moderne).</p>	<b>INFO</b>
<p><b>3.2. Appareillage de mesure</b>  La chaîne de mesure à utiliser doit permettre l'enregistrement, en fonction du temps, de la vitesse particulière dans la bande de fréquence allant de 4 Hz à 150 Hz pour les amplitudes de cette vitesse comprises entre 0,1 mm/s et 50 mm/s. La dynamique de la chaîne doit être au moins égale à 54 dB.</p>	<b>INFO</b>
<p><b>3.3. Précautions opératoires</b>  Les capteurs doivent être complètement solidaires de leur support. Il faut veiller à ne pas installer les capteurs sur les revêtements (zinc, plâtre, carrelage...) qui peuvent agir comme filtres de vibrations ou provoquer des vibrations parasites si ces revêtements ne sont pas bien solidaires de l'élément principal de la construction. Il convient d'effectuer, si faire se peut, une mesure des agitations existantes, en dehors du fonctionnement de la source.</p>	<b>INFO</b>

<b>RÈGLES DE CALCUL DES HAUTEURS DE CHEMINÉE</b> On calcule d'abord la quantité $s = k q/cm$ pour chacun des principaux polluants où : k est un coefficient qui vaut 340 pour les polluants gazeux et 680 pour les poussières ; q est le débit théorique instantané maximal du polluant considéré émis à la cheminée exprimé en kilogrammes par heure ; cm est la concentration maximale du polluant considérée comme admissible au niveau du sol du fait de l'installation exprimée en milligrammes par mètre cube normal ; cm est égale à $cr - co$ où cr est une valeur de référence donnée par le tableau ci-dessous et où co est la moyenne annuelle de la concentration mesurée au lieu				<b>INFO</b>																	
<table><tr><td><b>POLLUANT</b></td><td><b>VALEUR DE <math>C_r</math></b></td></tr><tr><td>Oxydes de soufre</td><td>0,15</td></tr><tr><td>Oxydes d'azote</td><td>0,14</td></tr><tr><td>Poussières</td><td>0,15</td></tr><tr><td>Acide chlorhydrique</td><td>0,05</td></tr><tr><td>Plomb</td><td>0,0005</td></tr><tr><td>Cadmium</td><td>0,0005</td></tr></table>				<b>POLLUANT</b>	<b>VALEUR DE <math>C_r</math></b>	Oxydes de soufre	0,15	Oxydes d'azote	0,14	Poussières	0,15	Acide chlorhydrique	0,05	Plomb	0,0005	Cadmium	0,0005	<b>INFO</b>			
<b>POLLUANT</b>	<b>VALEUR DE <math>C_r</math></b>																				
Oxydes de soufre	0,15																				
Oxydes d'azote	0,14																				
Poussières	0,15																				
Acide chlorhydrique	0,05																				
Plomb	0,0005																				
Cadmium	0,0005																				
En l'absence de mesures de la pollution, co peut être prise forfaitairement de la manière suivante :				<b>INFO</b>																	
<table><tr><td></td><td>OXYDES de soufre</td><td>OXYDES d'azote</td><td>POUSSIÈRES</td></tr><tr><td>Zone peu polluée</td><td>0,01</td><td>0,01</td><td>0,01</td></tr><tr><td>Zone moyennement urbanisée ou moyennement industrialisée</td><td>0,04</td><td>0,05</td><td>0,04</td></tr><tr><td>Zone très urbanisée ou très industrialisée</td><td>0,07</td><td>0,10</td><td>0,08</td></tr></table>					OXYDES de soufre	OXYDES d'azote	POUSSIÈRES	Zone peu polluée	0,01	0,01	0,01	Zone moyennement urbanisée ou moyennement industrialisée	0,04	0,05	0,04	Zone très urbanisée ou très industrialisée	0,07	0,10	0,08	<b>INFO</b>	
	OXYDES de soufre	OXYDES d'azote	POUSSIÈRES																		
Zone peu polluée	0,01	0,01	0,01																		
Zone moyennement urbanisée ou moyennement industrialisée	0,04	0,05	0,04																		
Zone très urbanisée ou très industrialisée	0,07	0,10	0,08																		
Pour les autres polluants, en l'absence de mesure, co pourra être négligée.				<b>INFO</b>																	

<p>On détermine ensuite <math>s</math> qui est égal à la plus grande des valeurs de <math>s</math> calculées pour chacun des principaux polluants.</p> <p>La hauteur de la cheminée, exprimée en mètres doit être au moins égale à la valeur <math>h_p</math> ainsi calculée :</p> $h_p = s^{1/2} (R\Delta T)^{-1/6}$ <p>où</p> <p><math>s</math> est défini plus haut ;</p> <p><math>R</math> est le débit de gaz exprimé en mètres cubes par heure et compté à la température effective d'éjection des gaz ;</p> <p><math>+T</math> est la différence exprimée en kelvin entre la température au débouché de la cheminée et la température moyenne annuelle de l'air ambiant. Si <math>+T</math> est inférieure à 50 kelvins on adopte la valeur de 50 pour le calcul.</p> <p>Si une installation est équipée de plusieurs cheminées ou s'il existe dans son voisinage d'autres rejets des mêmes polluants à l'atmosphère, le calcul de la hauteur de la cheminée considérée est effectué comme suit :</p> <p>Deux cheminées <math>i</math> et <math>j</math>, de hauteurs respectivement <math>h_i</math> et <math>h_j</math> sont considérées comme dépendantes si les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la distance entre les axes des deux cheminées est inférieure à la somme : <math>(h_i + h_j + 10)</math> (en mètres) ;</li> <li>- <math>h_i</math> est supérieure à la moitié de <math>h_j</math> ;</li> <li>- <math>h_j</math> est supérieure à la moitié de <math>h_i</math>.</li> </ul> <p>On détermine ainsi l'ensemble des cheminées dépendantes de la cheminée considérée dont la hauteur est au moins égale à la valeur de <math>h_p</math> calculée pour le débit massique total de polluant considérée et le débit volumique total des gaz émis par l'ensemble de ces cheminées.</p> <p>S'il y a dans le voisinage des obstacles naturels ou artificiels de nature à perturber la dispersion des gaz, la hauteur de la cheminée doit être corrigée comme suit :</p>	<p><b>INFO</b></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• ils ont une largeur supérieure à 2 mètres ;</li> <li>• ils sont vus de la cheminée considérée sous un angle supérieur à <math>15^\circ</math> dans le plan horizontal ;</li> <li>• soit <math>h_i</math> l'altitude (exprimée en mètres et prise par rapport au niveau moyen du sol à l'endroit de la cheminée considérée) d'un point d'un obstacle situé à une distance horizontale <math>d_i</math> (exprimée en mètres) de l'axe de la cheminée considérée, et soit <math>H_i</math> défini comme suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>• si <math>d_i</math> est inférieure ou égale à <math>2 h_p + 10</math>, <math>H_i = h_i + 5</math> ;</li> <li>• si <math>d_i</math> est comprise entre <math>2 h_p + 10</math> et <math>10 h_p + 50</math>, <math>H_i = 5/4 (h_i + 5) (1 - d_i/(10 h_p + 50))</math> ;</li> </ul> </li> <li>• soit <math>H_p</math> la plus grande des valeurs <math>H_i</math> calculées pour tous les points de tous les obstacles définis ci-dessus ;</li> <li>• la hauteur de la cheminée doit être supérieure ou égale à la plus grande des valeurs <math>H_p</math> et <math>h_p</math>.</li> </ul> <p>La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m<sup>3</sup>/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup>/h.</p>	<p><b>INFO</b></p>

VLE POUR LES REJETS À L'ATMOSPHERE		INFO
I. - Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus. Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte.		

Nitrobenzène Nitrocrésol		INFO
Nitrophénol		
Nitrotoluène		
Phénol		
Pyridine		
2,4,6-Trichlorophénol		INFO
Triéthylamine		
Xylénol (sauf 2,4-xylénol)		
d) Substances auxquelles sont attribuées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360 F ou les phrases de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 et les substances halogénées de mentions de dangers H341 ou H351, ou étiquetées R 40 ou R 68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé		
Flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés, dépasse 5 g/h	1 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en As + Se + Te)	INFO
c) Rejets de plomb et de ses composés		
Flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h	1 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en Pb)	
d) Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés autres que ceux visés au 11°		
Flux horaire d'ammoniac dépasse 100 g/h	50 mg/m <sup>3</sup>	INFO
10. Autres fibres		
Quantité de fibres, autres que l'amiante, mises en œuvre dépasse 100 kg/an	1 mg/m <sup>3</sup> pour les fibres 50 mg/m <sup>3</sup> pour les poussières totales	
(1) Les prescriptions du c et du d n'affranchissent pas du respect du a et du b.		
10 g/h,		
b) Acide cyanhydrique exprimé en HCN, brome et composés inorganiques gazeux du brome exprimés en HBr, chlore exprimé en HCl, hydrogène sulfuré		INFO
Flux horaire d'acide cyanhydrique ou de brome et de composés inorganiques gazeux du brome ou de chlore ou d'hydrogène sulfuré dépasse 50 g/h	5 mg/m <sup>3</sup> pour chaque produit	
c) Ammoniac		

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.	INFO
Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour) aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation	INFO
Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.	INFO

## Commentaires

### Parc de machines permettant le travail des métaux :

Bat G : 3,5 kW

Bat H: 341,5 kW

Bat i : 445 kW

Bat J : 32 kW

Bat P : 133 kW

Bat S : 25 kW

Atelier T : 52 kW

Maintenance : 10,5 kW

**Total : 1043 kW**

Arrêté applicable à l'Ecole Centrale de Nantes.

Actuellement, l'Ecole est en cours de régularisation de sa situation vis-à-vis de la Préfecture

Actuellement, l'Ecole Centrale de Nantes ne dispose pas d'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'Ecole Centrale de Nantes ayant constaté que certaines installations étaient classées, une régularisation est en cours auprès de la Préfecture

Pour information

Pour information, date d'entrée en vigueur

Pour information, définitions

Pour information, définitions

Pour information, définitions

Pour information, définitions

Pour information, définitions

<p>Comme évoqué à l'article 1, l'Ecole Centrale de Nantes disposerait d'un arrêté préfectoral d'autorisation relatif à la rubrique 2910.</p> <p>Une régulation de ses activités est prévue en 2025/2026</p>
<p>Comme évoqué à l'article 1, l'Ecole Centrale de Nantes disposerait d'un arrêté préfectoral d'autorisation relatif à la rubrique 2910.</p> <p>Les activités relatif au travail des métaux sont en cours de régularisation</p>
<p>Des mesures de bruit vont être réalisées en 2025.</p> <p>Démontrer de l'absence de rejet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aqueux au droit des bâtiments G,H,I,J,P,S et T suite à l'étude de GEOFIT et du contrôle réalisé par Nantes Métropole,</li> <li>- dans l'air au droit des bâtiments G,H,I,J,P,S et T dédié aux machines de travail mécanique des métaux</li> </ul>
<p>L'activité n'était pas classée.</p> <p>Toutefois, un registre est en cours de création</p>
<p>Absence d'état des stocks relatif aux produits dangereux</p> <p>Un document est en cours de création.</p>
<p>Absence de localisation des risques tel que demandé réglementairement.</p> <p>Le plan 2018-09-19.PER.pdf est non exhaustif (présence des poteaux et des TGBT)</p>

Absence de plan des stockages

L'Ecole Centrale de Nantes dispose de FDS à jour.  
Lors de la mission bilan de classement ICPE, CNPP s'est assuré de la disponibilité des FDS et a vérifié que l'ECN disposait de la dernière version à jour

L'Ecole Centrale de Nantes dispose de plans aux archives.  
Lors des recherches, il a été identifié la présence de murs CF 2h au bâtiment H.

Les installations électriques sont contrôlées chaque année. Jusqu'en aout 2024: les non-conformités étaient traitées. Suite au changement d'agent en charge de la gestion des non-conformités, un point a été réalisé en janvier 2025 concernant le traitement des observations et non-conformités.

Les non-conformités sont traitées par ordre de priorité défini par l'Ecole Centrale de Nantes (Priorité 1 en 1er...).

De nombreuses non-conformités subsistent car d'anciens câbles non utilisés dans des goulottes ne peuvent pas être retirés en raison de la présence d'amiante.

Le suivi de levers des non-conformités est réalisé sur un fichier PDF.

Absence de registre des vérifications périodique et de maintenance des équipements.

Registre en cours de création

Absence de consigne d'exploitation.

Le document est en cours de rédaction

Ces appareils ne nécessitent pas de collecteur d'effluent

Absence de rejet

Le registre des déchets présentés est conforme aux exigences réglementaires.

Dossier en cours
L'Ecole Centrale de Nantes est implantée en zone classées US, secteur de grands équipements d'intérêts collectifs ou de services publics
Les installations se trouvent au sein de l'école Centrale de Nantes
Les abords et le site sont régulièrement entretenus. Lors des différentes visites sur le site par différents consultants CNPP (en période de vacances et scolaire), il a été constaté que l'établissement est en permanence entretenu et ce même en période de travaux

Les abords des installations sont entretenues.  
Les rejets à l'atmosphère sont en toiture

Suite au bilan de classement réalisé par CNPP. L'école Centrale de Nantes dispose d'un inventaire des matières stockées et utilisées susceptibles d'occasionner un sinistre. Toutefois, au cours de l'audit il n'a pu être présenté de :  
-plan permettant de localiser aisément ses substances  
-d'état des stocks permettant de déterminer les quantités contenues en temps réel

Ces éléments sont en cours de création.

Lors de l'audit il n'a pu être présenté de plan des zones à risques.

L'Ecole Centrale de Nantes dispose d'un plan PER. Les risques sont identifiés dans un tableau "Danger extérieurs". Les informations sont présentes mais ne correspondent pas aux attendus d'un plan général des zones de danger

Ce plan est en cours de création

Suite au bilan de classement réalisé par CNPP, l'Ecole Centrale de Nantes dispose de l'ensemble des FDS à jour des produits présents au sein de l'établissement.

L'établissement ne dispose pas d'état des stocks à jour. Toutefois, dans plusieurs tableaux Excel des quantités de produits sont suivies.

Lors de l'audit il n'a pu être présenté d'état des stocks relatif aux produits dangereux

L'établissement ne dispose pas d'état des stocks à jour. Toutefois, dans plusieurs tableaux Excel des quantités de produits sont suivies.

Lors des différentes visites réalisées par CNPP, il a été constaté que les locaux sont propres et rangés quelque soit la période d'activité (période estivale ou scolaire)

Bâtiment H : certains murs coupe-feu 2h sont identifiés.

Dans les autres bâtiments, les caractéristiques de réaction et de résistance au feu ne sont pas connues

Lors de l'audit, les caractéristiques de résistance au feu des bâtiments n'ont pu être consultées

Lors de l'audit, les caractéristiques de résistance au feu des bâtiments n'ont pu être consultées

En dehors des horaires de fonctionnement de l'établissement, absence de personnel sur le site.

En cas de sinistre sur le site, la sous-directrice est avisée par un report sur son téléphone.

Une réflexion est en cours sur la possibilité d'imputer des périodes d'astreinte

Les pompiers disposent d'un badge d'accès leur permettant de pénétrer sur le site. Ils ont également accès aux clés en cas d'intervention.

Les accès sont accessibles aux secours. Pour rappel, l'Ecole Centrale de Nantes est un ERP
Lors des visites sur le site, il n'a pas été constaté de véhicule stationné en dehors des emplacements dédiés (même en période de travaux sur le site). Les emplacements permettent à des véhicules de secours de circuler sans gêne.
<p>Lors des visites, il a été constaté que la voie engin était en permanence dégagée.</p> <p>La largeur est au minimum de 3 m.</p> <p>La hauteur libre est supérieure à 3,5 m</p> <p>Absence de pente &gt;15 % au droit des bâtiments concernés.</p>
Absence de virage intérieur inférieur à 50 m
Sol en enrobé
La distance entre les bâtiments et la voie engin est inférieure à 60 m
Lors des différentes visites réalisées par CNPP, il a été constaté que la voie engin était en permanence libre (période estivale ou scolaire)
Présence d'une voie engin sur le site

Possibilité de déployer l'échelle au niveau des différents bâtiments
Absence de potentiel obstacle aérien constaté lors des visites
Dans la majorité des cas, l'échelle pourra se positionner parallèlement au bâtiment
Les voies sont en enrobés
Présence d'une mezzanine au bâtiment I Absence d'étage dans les autres bâtiments concernés A l'exception du bâtiment T. Les installations sont au rez de chaussée.
Bat G : plus de deux accès Bat i : plus de deux accès Bat J : plus de deux accès Bat P : plus de deux accès Bat S : plus de deux accès Atelier T : 2 accès

<p>Bat G : absence de désenfumage</p> <p>Bat H : absence de désenfumage</p> <p>Bat i : absence de désenfumage</p> <p>Bat J : absence de désenfumage</p> <p>Bat P : absence de désenfumage</p> <p>Bat S : présence de désenfumage</p> <p>Atelier T : présence de désenfumage</p>
<p>Au bâtiment concerné les commandes sont manuelles</p>
<p>Lors de l'audit, il n'a pu être démontré que la surface utile des exutoires présents aux bâtiments S et T est supérieure ou égale à % de la surface au sol du local</p> <p>D'après l'ECN, le bâtiment S serait conforme. Toutefois, la démonstration attendue n'a pu être présentée (rappel : La surface utile de l'ensemble des exutoires est au moins égale à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. (ICPE))</p>

Lors de l'audit, il a été indiqué qu'au bâtiment S les systèmes ont été prévus dès la conception et donc installés en 1999. au bâtiment T, les systèmes de désenfumage ont été implantés en 2013.

Présence d'un téléphone ou de portable

Lors de l'audit, il n'a pu être présenté de plan des locaux permettant au secours d'identifier rapidement les risques.

Présence dans le PER d'éléments sous forme de tableau.

Ce plan est en cours de création suite à l'audit.

Plan permettant de localiser les différents poteaux incendie présents sur le site.

Présence du rapport de vérification annuel des poteaux incendie réalisé par l'Apave le 23/02/2024

Poteaux alimentés par le réseau.

n°1 : 70 m<sup>3</sup> 1 bar

n°2 : 78 m<sup>3</sup> 1 bar

n°3 : 74 m<sup>3</sup> 1 bar

n°4 : 68 m<sup>3</sup> 1 bar

n°5 70 m<sup>3</sup> 1 bar

Débit min requis 60m<sup>3</sup>/h. L'ensemble des poteaux sont conformes à l'exception du poteau n°4 qui est détérioré.

Présence d'extincteurs dans les différents bâtiments.

Lors de l'audit, il a été constaté que les extincteurs sont visibles et accessibles

Les extincteurs ont été contrôlés par Eurofeu le 18/07/2024.

Il n'a pas été constaté de non-conformité dans les bâtiments concernés par la rubrique 2560. Le mainteneur change immédiatement l'extincteur s'il constate une non-conformité

Absence de chauffage au gaz dans les bâtiments (chauffage par eau chaude).

Pour information, l'Ecole Centrale de Nantes n'utilise plus le chauffage au gaz. Le réseau a été coupé

Lors de l'audit, il a été constaté dans plusieurs bâtiments que les réseaux n'étaient pas identifiés.

Des travaux sont en cours et la signalétique est en cours de revue

<p>Absence de plan des réseaux et des canalisations lors de l'audit.</p> <p>L'Ecole Centrale de Nantes est accompagnée par GEOFIT pour réaliser les plans des réseaux</p>
<p>Absence de plan des réseaux et des canalisations lors de l'audit.</p> <p>L'Ecole Centrale de Nantes est accompagnée par GEOFIT pour réaliser les plans des réseaux d'eau</p>
<p>Les appareils sont conformes à la réglementation. Les appareils présents dans les différents bâtiments ne montraient aucune trace d'égoutture sur les machines ou aux abords</p>
<p>Lors de l'audit, il n'a pas été constaté de liaison directe entre les réseaux et les effluents.</p> <p>Ces éléments sont à confirmer par le rapport de GEOFIT. En complément, Nantes Métropole contrôlera les différentes liaisons sur le site.</p>
<p>Contrôle réglementaire réalisé par l'APAVE du 27/05/2024 au 31/05/2024</p> <p>Bat G : Absence de non-conformité. 34 observations</p> <p>Bat H : Absence de non-conformité. 51 observations.</p> <p>Bat i : Absence de non-conformité. 91 observations.</p> <p>Bat J : Absence de non-conformité. 24 observations.</p> <p>Bat P : Absence de non-conformité. 18 observations.</p> <p>Bat S : Absence de non-conformité. 20 observations</p> <p>Atelier T : Absence de non-conformité. 19 observations</p>

D'après le contrôle réglementaire réalisé par l'APAVE du 27/05/24 au 31/05/2024 :

Bat G : absence de non-conformité relative à la liaison à la terre (dans les parties concernées par la 2560)

Bat H : Extracteur : continuité à la terre inexistante de la masse des 2 gaines métalliques

Local surpresseur : Absence de liaison électrique à la terre de la masse de la platine

Coffret découpeuse jet d'eau OMX : continuité à la terre inexistante de la masse des 3 rails supports de l'appareillage du coffret

Bat I : Fraiseuse : Schéma de liaison à la terre non défini au niveau du secondaire des transformateurs

Coffret CGEE ALSTHOM : Schéma de liaison à la terre de la canalisation préfabriquée et de son câble d'alimentation devrait être identique

Coffret aérothermes : utilisation de borne de terre inadaptée

Tour 358 Russe : Schéma de liaison à la terre non défini au niveau du secondaire au secondaire du transformateur

Fraiseuse 121 : Schéma de liaison à la terre non défini au niveau du secondaire

Fraiseuse 39 142 Lagun : Schéma de liaison à la terre non défini au niveau du secondaire du transformateur

Fraiseuse 39 143 Lagun : Schéma de liaison à la terre non défini au niveau du secondaire du transformateur

Carcasse établi électrique : Continuité inexistante de la

Une étude ATEX sera réalisée au 1er trimestre 2025 (La 1ere visite a eu lieu le 19 février 2025)

Une étude ATEX est en cours.  
Toutefois, il n'a pas été constaté de non-conformité lors de l'audit dans les zones concernées par la rubrique 2560.

L'étude sera réalisée au 1er trimestre 2025.

Une étude ATEX est en cours.  
Toutefois, il n'a pas été constaté de non-conformité lors de l'audit dans les zones concernées par la rubrique 2560.

L'étude sera réalisée au 1er trimestre 2025.

Une étude ATEX est en cours.  
Toutefois, il n'a pas été constaté de non-conformité lors de l'audit dans les zones concernées par la rubrique 2560.

L'étude sera réalisée au 1er trimestre 2025.

Une étude ATEX est en cours.  
Toutefois, il n'a pas été constaté de non-conformité lors de l'audit dans les zones concernées par la rubrique 2560.

L'étude sera réalisée au 1er trimestre 2025.

Une étude ATEX est en cours.  
Toutefois, il n'a pas été constaté de non-conformité lors de l'audit dans les zones concernées par la rubrique 2560.

L'étude sera réalisée au 1er trimestre 2025.

<p>Bat G : absence de système de détection</p> <p>Bat H I J : Conforme - Peu de système de détection</p> <p>Bat P : 1 dysfonctionnement (bureau) - conforme dans le sous-sol - Peu de système de détection</p> <p>Bat S : Conforme - Peu de système de détection</p> <p>Atelier T : absence de système de détection</p>
<p>Bât P : non conforme lors de l'audit</p> <p>Bât H : Conforme lors de l'audit</p> <p>Bât J : que du lubrifiant - Absence de produit chimique</p> <p>Bat G</p> <p>Bat i : non conforme lors de l'audit</p> <p>Bat S : non conforme lors de l'audit</p> <p>Atelier T</p> <p>Evaluer des capacités de rétention requises par rapport à la quantité de produits à stocker.</p> <p>Commande d'armoires anti-feu avec rétention et de bacs de rétention en cours à l'issue de l'audit terrain.</p>
<p>Absence de bassin de traitement des eaux résiduaires</p>
<p>Bât P : Conforme lors de l'audit</p> <p>Bât H : Conforme lors de l'audit</p> <p>Bât J : que du lubrifiant - Absence de produit chimique</p> <p>Bat G</p> <p>Bat i : Stockages importants dans les armoires.</p> <p>Bat S</p> <p>Atelier T</p> <p>Maintenance</p> <p>A l'issue de l'audit terrain des retentions ont été commandées et devraient être mise en place dans les différents bâtiments.</p>
<p>Les rétentions en place sont conformes</p>

Les rétentions sont aisément contrôlables

Absence de procédure en cas de déversement

Dans les consignes d'exploitation, il est prévu d'inclure la procédure en cas de déversement accidentel. En complément, une vérification du matériel à utiliser pour respecter la procédure sera réalisée.

Du matériel a été commandé pour le bâtiment H

Les incompatibilités entre les produits chimiques ne sont pas maîtrisées.

Présence du tableau des incompatibilités dans les consignes d'exploitation et lors des différents échanges avec les salariés des différents bâtiments, il apparait que cette notion n'est pas acquise.

Des salariés ont été formés en 2024.

Nombre de personnes formées :

Bat G : 2 personnes

Bat H : 9 personnes

Bat I + maintenance : 4 personnes

Bat J : 8 personnes

Bat P : 1 personne

Bat S : 1 personne

Bat T : 4 Personnes

Aux bâtiments, H,I, J et T, le nombre de personnes formées semble suffisant.

Toutefois aux bâtiments G, P, et S, seulement une personne formée. En cas d'absence de cette personne, des erreurs peuvent être réalisées.

A l'issue de l'audit de terrain, un chapitre relatif aux incompatibilités est en cours de rédaction dans les consignes d'exploitation

En extérieur dans une cage grillagée, stockage de SP95, Gasoil et Méthanol.

Lors de l'audit, il n'a pu être recueilli des informations sur la présence de stockage en fosse maçonnée

Pour information, L'ECN prévoit de déplacer ce stockage et de le mettre en conformité

Absence de système type abri ou auvent permettant d'éviter que les eaux pluviales soient collectées.

Présence d'une dalle béton. Il n'a pas été mis en évidence d'un système de rétention.

Pour information, L'ECN prévoit de déplacer ce stockage et de le mettre en conformité

Conforme pour l'ensemble des bâtiments concernés.  
Toutefois, le stockage de liquides inflammables en extérieur pourrait s'épandre au delà de la dalle et s'infiltrer dans le gazon.

Pour information, L'ECN prévoit de déplacer ce stockage de liquides inflammables et le mettre en conformité. Dans le projet, il est prévu des rétentions pour permettant de recueillir les éventuels déversements et les eaux pluviales.

L'Ecole Centrale de Nantes est accompagnée par GEOFIT dans l'identification des réseaux et canalisations au sein de son établissement.

Absence d'élément permettant de statuer.  
En attente de retour de Geofit.

Absence d'élément permettant de statuer.  
En attente de retour de Geofit.

Absence d'élément permettant de statuer.  
En attente de retour de Geofit.

Pour information, méthode de calcul de rétention des eaux imposée => D9A

Absence de procédure d'élimination des eaux d'extinction

En cas de transvasement, des bédriers peuvent être utilisés.

En revanche, pour des distances >5 m, il est fortement conseillé d'utiliser des contenants fermés. En effet, en cas de chute ou choc cela évitera tout risque de déversement

Du personnel est désigné comme référent :

- Responsable service RMP GEM
- Assistant du responsable de service

Bat I / Bat P : / Bat H / Bat J / Bat D / Bat S /Atelier T /  
Maintenance :  
Présence de personnel dans le bâtiment. Les personnes étrangères sont rapidement identifiées.

Locaux fermés en absence de personnel

Permis de feu mis en place.

Lors de l'audit, il a été présenté :

- des instructions relatifs aux permis de feu et plan de prévention
- les modèles de plan de prévention et permis de feu.

Dans le permis de feu, une analyse de risque est réalisée avant la délivrance du permis.

Note : confusion entre les moyens de protection et de prévention.

Lors de l'audit, les instructions de sécurité relatives au permis de feu ont été présentées.

Toutefois, ce document est très sommaire et ne donne pas de détail sur les conditions imposant la réalisation d'un permis de feu et les conditions de renouvellement

NOTE : Dans le plan de prévention, absence de mention éventuelle des sous-traitant de l'entreprise.

Le modèle est exhaustif concernant l'analyse de risques et impose au rédacteur lors de l'analyse de risques de rayer les mentions inutiles.

Il n'a pu être prouvé que l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et les dispositifs étaient présentés.

Il est évoqué un document annexe "Consignes de sécurité incendie" mais il n'est pas mentionné de consignes relative

Dans le cadre de l'audit, il n'a pu être démontré que l'ECN a nommément désigné des personnes habilitées pour rédiger les permis de feu et les plans de prévention.

Il n'a pu être consulté des plans de prévention et des permis de feu complétés.

<p>Les zones ATEX sont en cours de recensement.</p> <p>Absence d'affichage interdisant l'apport de flamme dans de nombreuses zones ATEX</p> <p>A l'issue de l'étude ATEX, il est prévu de mettre en place des affichages relatifs à l'interdiction d'apport de flamme dans les zones concernées avec la mention sauf pour la réalisation de travaux nécessitant un permis de feu</p>
<p>L'installation électrique est contrôlée annuellement par l'Apave</p> <p>Eurofeu contrôle annuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Les extincteurs</li> <li>-L'alarme incendie</li> <li>-L'éclairage de sécurité</li> <li>- Détection</li> </ul>
<p>L'ensemble des vérifications sont consignées dans le registre de sécurité.</p>
<p>Dans certains bâtiments les consignes de sécurité sont peu visibles.</p>
<p>Consigne incendie présente.</p> <p>Absence de consigne vis-à-vis du :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- déversement accidentel.</li> <li>- brulage à l'air libre</li> </ul> <p>Absence d'affichage des consignes notamment interdiction d'apport feu / flamme, des procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation.</p> <p>Ces éléments sont en cours d'intégration dans les consignes d'exploitation.</p> <p>Suite à l'audit, l'interdiction de brulage à l'air libre a été intégré dans la partie généralité des consignes d'exploitation</p>

Absence de rejets d'aqueux
Pour information
Au regard des données actuelles, il n'y aurait pas de prélèvement d'eau.
L'Ecole Centrale de Nantes utilise l'eau du réseau public pour les besoins sanitaires et quelques travaux de recherches.  Absence de prélèvement d'eau pour les besoins des machines de travail des métaux
Au regard des données actuelles, il n'y aurait pas de prélèvement d'eau.
Au regard des données actuelles, il n'y aurait pas de prélèvement d'eau.
Au regard des données actuelles, il n'y aurait pas de prélèvement d'eau.
Au regard des données actuelles, il n'y aurait pas de prélèvement d'eau.
Au regard des données actuelles, il n'y aurait pas de prélèvement d'eau.

<p>Identification des réseaux et canalisations en cours par Geodis.</p> <p>Absence d'élément permettant de statuer</p>
<p>Identification des réseaux et canalisations en cours par Geofit.</p> <p>Absence d'élément permettant de statuer.</p> <p>Pour information, la transmission des plans à Nantes métropole amènera à la réalisation de contrôle des réseaux avec de la fluorescéine</p>
<p>Il n'y aurait pas de forage sur le site</p>
<p>Il n'y aurait pas de forage sur le site</p>
<p>Il n'y aurait pas de forage sur le site</p>
<p>Identification des réseaux et canalisations en cours par GEOFIT.</p> <p>Absence d'élément permettant de statuer</p>
<p>Les effluents aqueux industriels issus des travaux de recherche ou de maintenance sont traités comme des déchets</p>

<p>S'assurer lors de la réception des plans de GEOFIT et suite au contrôle réalisé par Nantes métropole que les eaux de pluies ne sont pas mélangées avec d'autres eaux potentiellement polluées</p>
<p>Absence de plan des réseaux.</p> <p>Un mission est en cours par GEOFIT pour identifier les réseaux</p>
<p>Absence d'élément permettant de statuer. En attente de retour de GEOFIT qui accompagne l'ECN dans la définition des réseaux et canalisations sur le site</p> <p>A priori, il n'y aurait pas de système de traitement à l'exception d'un système présent au niveau du bâtiment S</p>
<p>Présence d'un seul débourbeur / déshuileur sur le site. Lors du nettoyage des machines, les salariés nettoient la cuve de lubrifiant. Ils récupèrent l'huile dans des fûts (ces fûts sont récupérés ultérieurement par une société agréée. Les huiles sont traitées conformément à la réglementation) Les "résidus" présentes au fond de la cuve sont retirées au chiffon. Les chiffons sont stockés dans des contenants adaptés et traités conformément à la réglementation</p> <p>Les équipements employés ne forment pas de boues nécessitant des vidanges.</p> <p><b>Vérifier auprès des salariés qu'aucune vidange d'huile n'est réalisée, uniquement des appoints</b></p>
<p>Une vigilance particulier est portée aux rejets. Les rejets vers les eaux usées ou pluviales sont interdits dans le cadre du nettoyage des machines notamment l'utilisation d'un nettoyeur haute pression</p>
<p>Pour information, objectifs de qualité et quantité des eaux</p>

<p>Absence d'élément permettant de statuer</p> <p>Absence de contrôle réalisé sur les eaux pluviales</p>
<p>Absence d'épandage réalisé par l'ECN</p>
<p>Les poussières sont captées : présence d'un capotage sur les machines</p> <p>Absence d'odeur et d'émission de gaz polluant</p>
<p>Absence de rejet canalisé au niveau des équipements de travail mécanique des métaux</p>
<p>Absence de rejet canalisé au niveau des équipements de travail mécanique des métaux</p>
<p>Absence de produit pulvérulents, volatils ou odorants</p>
<p>Les machines utilisant des produits disposent de réservoirs adaptés</p>
<p>Sur la majorité des machines, les poussières sont captées par les lubrifiants</p>
<p>Absence de stockage d'autres produits que ceux nécessaires aux travaux de recherche ou de l'école</p>
<p>Absence de stockage de produits pulvérulents</p>

Absence de plan permettant d'identifier les éventuels points de rejets dans l'air.

Toutefois, dans le cadre des activités concernées par la rubriques 2560, il n'a pas été relevé de point de rejet lors de l'audit.

Absence de plan permettant d'identifier les éventuels points de rejets dans l'air.

Toutefois, dans le cadre des activités concernées par la rubriques 2560, il n'a pas été relevé de point de rejet lors de l'audit.

Seuls les points de rejet au bâtiment H sont identifiés

Absence de plan permettant d'identifier les éventuels points de rejets dans l'air.

Toutefois, dans le cadre des activités concernées par la rubriques 2560, il n'a pas été relevé de point de rejet lors de l'audit.

Seuls les points de rejet au bâtiment H sont identifiés

Absence de plan permettant d'identifier les éventuels points de rejets dans l'air.

Toutefois, dans le cadre des activités concernées par la rubriques 2560, il n'a pas été relevé de point de rejet lors de l'audit.

Seuls les points de rejet au bâtiment H sont identifiés

Absence de plan permettant d'identifier les éventuels points de rejets dans l'air.

Toutefois, dans le cadre des activités concernées par la rubriques 2560, il n'a pas été relevé de point de rejet lors de l'audit.

Seuls les points de rejet au bâtiment H sont identifiés

<p>Absence de plan permettant d'identifier les éventuels points de rejets dans l'air.</p> <p>Toutefois, dans le cadre des activités concernées par la rubriques 2560, il n'a pas été relevé de point de rejet lors de l'audit.</p> <p>Seuls les points de rejet au bâtiment H sont identifiés</p>
<p>Absence de plan permettant d'identifier les éventuels points de rejets dans l'air.</p> <p>Toutefois, dans le cadre des activités concernées par la rubriques 2560, il n'a pas été relevé de point de rejet lors de l'audit.</p> <p>Seuls les points de rejet au bâtiment H sont identifiés</p>
<p>Absence de plan permettant d'identifier les éventuels points de rejets dans l'air.</p> <p>Toutefois, dans le cadre des activités concernées par la rubriques 2560, il n'a pas été relevé de point de rejet lors de l'audit.</p> <p>Seuls les points de rejet au bâtiment H sont identifiés</p>
<p>Absence de plan permettant d'identifier les éventuels points de rejets dans l'air.</p> <p>Toutefois, dans le cadre des activités concernées par la rubriques 2560, il n'a pas été relevé de point de rejet lors de l'audit.</p> <p>Seuls les points de rejet au bâtiment H sont identifiés</p>
Pour information

[illegible]

Absence de rejet dans les sols constatés lors de l'audit. A vérifier suite à la mission d'identification des réseaux par Geofit
Pour information, émergences admissibles
<p>L'Ecole Centrale de Nantes n'a pas encore réalisé les mesures d'émergence.</p> <p>Une étude est prévue courant 2025</p>
<p>L'Ecole Centrale de Nantes n'a pas encore réalisé les mesures d'émergence.</p> <p>Une étude est prévue courant 2025</p>
<p>L'Ecole Centrale de Nantes n'a pas encore réalisé les mesures d'émergence.</p> <p>Une étude est prévue courant 2025.</p> <p>Lors de l'audit, il n'a pas été constaté de son pur</p>

Les véhicules, et le tracteur sont conformes à la réglementation.

Les engins de chantier potentiellement présents sur le site sont de la responsabilité de l'entreprise extérieure. Toutefois, l'ECN impose qu'ils soient conformes aux exigences en vigueur

Lors des visites sur le site, malgré les travaux, il n'a pas été constaté de l'utilisation d'appareil de communication par voie acoustique

Pour information, réglementation relative aux vibrations

Les machines n'émettent pas de vibration susceptibles d'être perceptibles à quelques cm. Les vibrations génèrent sont très locale (au droit de la machine)

Des contrôles acoustiques vous seront imposés réglementairement dans votre arrêté préfectoral. Il est probable qu'il vous soit imposé des contrôles tous les 3 ans.

Prévoir des contrôles acoustiques tous les 3 ans par un organisme qualifié.  
Si le contrôle initial est réalisé en 2025, le prochain contrôle sera à réaliser en 2028

Le registre des déchets venant d'être mis en place, il est difficile d'affirmer que les déchets sont traités dans la bonne filière.

L'Ecole Centrale de Nantes fait traiter :

- les déchets divers : ordures ménagères par la métropole
- Les déchets recyclables par la métropole ou Paprec selon le type
- Les biodéchets par Paprec
- le verre par Arbre
- Les déchets liés à l'activité ne pouvant être récupérés par Nantes Métropole (tuyaux pvc, moquette,...) par Paprec
- Les déchets dangereux par SARP
- Les DASRI par Véolia
- les déchets relatif aux espaces verts sont récupérés par les prestataires

L'ECN utilise Track déchets.

Lors de l'audit, il n'a pas été constaté d'erreur de tri dans les bacs contrôlés

Un recouplement du traitement de l'ensemble des déchets est en cours pour 2024 par l'ECN.

Concernant 2025, le recouplement est fait au fur et à mesure des saisies

Sur le site de l'ECN absence de point de rassemblement unique des déchets.

Des points sont repartis sur l'ensemble du site en fonction des besoins.

Toutefois, il n'a pas été constaté de débordement ou de mauvaise gestion lors des différentes visites

Le stockage est réalisé dans des bacs dédiés et adaptés au contenu et aux besoins

Les copeaux d'usinage sont récupérés dans des bacs étanches dédiés

Absence de stockage en extérieur de ces déchets. Les bacs sont étanches

Absence de dépassement des capacités d'entreposage. Les salariés anticipent et préviennent la responsable de la gestion des déchets de l'ECN quand il faut envisager une évacuation (bac plein au 2/3)

<p>Les déchets qui ne peuvent être valorisés sont traités. Des mesures sont mises en place pour limiter ces quantités</p>
<p>Lors de l'audit, il a pu être démontré que les données saisies sur Track Déchets correspondent aux données saisies dans le registre des déchets</p> <p>L'ECN dispose des factures pour les OM/ recyclables / les espaces verts</p>
<p>Mis en place suite à l'audit.</p>
<p>BSD consultés : BSD-08-10-24 PC laboratoires : conforme BSD-20-08-24 huiles coupes : conforme</p>
<p>Absence de brûlage sur le site</p>
<p>Pour information, l'inspection de l'environnement peut procéder à des prélèvements des effluents liquides, gazeux, des déchets, de sol ou réaliser des mesures acoustiques.</p> <p>Ces prélèvements et les analyses sont au frais de l'exploitant</p>
<p>Pour information, les résultats des analyses doivent être tenus à la disposition des services de la préfecture</p>
<p>Sans objet pour le moment car l'ECN n'était pas soumise à cette déclaration</p> <p>Déclaration GEREP via le portail monAIOT à prévoir</p>

Pour information, définitions
Pour information, valeurs limites applicables aux vibrations émises par des sources continues ou assimilées
Pour information, définitions
Pour information, valeurs limites applicables aux vibrations sont émises par des sources impulsionnelles à impulsions répétées

Pour information
Pour information, classement des constructions en différentes catégories
Pour information, méthode de mesure
Pour information, appareil de mesure
Pour information, précautions opératoires

<p>Pour information, règles de calcul des hauteurs de cheminée</p>
<p>Pour information, valeur de référence donnée par le tableau suivant</p>
<p>Pour information, Co moyenne annuelle de la concentration mesurée au lieu considéré.</p>
<p>Pour information, Co moyenne annuelle de la concentration mesurée au lieu considéré.</p>
<p>Pour information</p>

Pour information, calcul des hauteurs de cheminée

Pour information, calcul des hauteurs de cheminée

Pour information, VLE pour les rejets à l'atmosphère
Pour information, VLE pour les rejets à l'atmosphère
Pour information, VLE pour les rejets à l'atmosphère
Pour information, VLE pour les rejets à l'atmosphère
Pour information, VLE pour les rejets à l'atmosphère

Pour information, VLE pour les rejets à l'atmosphère
Pour information, VLE pour les rejets à l'atmosphère
Pour information, VLE pour les rejets à l'atmosphère
Pour information, VLE pour les rejets à l'atmosphère
Pour information, valeurs limites

Pour information, prélèvements instantanés
Pour information, autosurveillance
Pour information, mesures périodiques

Recommandation pour lever l'écart	Niveau de priorité	Responsable	Avancement
Suite à un échange entre l'Ecole Centrale de Nantes et la DREAL, l'inspecteur a informé l'ECN qu'elle disposerait d'un arrêté préfectoral d'autorisation sous la rubrique 2910. Un échange avec l'inspecteur DREAL est prévu le 10 mars dans lequel la régularisation de l'ECN sera évoqué. Le dossier de régularisation est prévu en 2025/2026 avec l'accompagnement d'un bureau d'études spécialisé.	1		


Une régularisation du dossier vis-à-vis de la préfecture par rapport aux rubriques 2931 et 2560 est prévue en 2025/2026 avec l'accompagnement d'un bureau d'études spécialisé.	1		
<p><del>Vous devrez conserver l'ensemble des pièces de</del></p> <p>Après la validation de la Préfecture du dossier de demande <i>d'autorisation</i> conserver :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la copie de votre dossier d'autorisation incluant ses annexes et plans.</li> <li>-l'arrêté préfectoral d'autorisation</li> </ul>	3		
Prévoir un registre et une procédure relative aux déclarations d'accidents ou d'incidents à déclarer en préfecture	3		
<p>Disposer d'un état des stocks.</p> <p>Conseil : créer un fichier Excel comprenant le nom du produit, la forme, la nature, le lieu de stockage, et la quantité de produits.</p> <p>L'état des stocks doit être remis à jour quotidiennement</p>	1		
<p>Disposer d'un plan présentant les risques.</p> <p>Les risques peuvent être identifiés par des symboles (inflammables, ...) ou écrits</p> <p>Le plan doit permettre aux secours d'identifier facilement et rapidement les principaux risques présents dans chaque zone.</p>	1		

<p>Disposer d'un plan des stockages nécessaire pour les machines relatives au travail des métaux comprenant notamment les produits utilisés pour faire fonctionner les machines (lubrifiants, métaux,...).</p> <p>Si des produits chimiques ou produits dangereux (inflammables,...) sont stockés dans le bâtiment, il est attendu qu'ils apparaissent sur le plan.</p>	2		
<p>Disposer de l'ensemble des justificatifs permettant de démontrer les propriétés de résistance au feu.</p> <p>A défaut, réaliser les études permettant d'attester des propriétés de résistance au feu</p>	1		

<p>En cas d'impossibilité à lever la non-conformité, vous devez être en capacité de le démontrer et mettre en œuvre des actions permettant d'assurer la sécurité des salariés, des utilisateurs et de l'établissement.</p> <p>Vous assurez que vous disposez des factures (achat matériel, prestataire,...) ou des photos qui vous permettent de justifier des levées des non-conformités</p>	2		
<p>Disposer d'un tableau dans lequel sont recensé l'ensemble des équipements de travail des métaux comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'identification de la machine (nom, référence, puissance, localisation)</li> <li>- la date des vérifications périodique (vous référer aux manuels de chacune des machine pour connaître les vérifications imposées/recommandées par le constructeur)</li> <li>- la date des maintenances réalisées</li> </ul>	3		
<p>Rédiger des consignes d'exploitation décrivant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les conditions de fonctionnement</li> <li>- Les mesures d'arrêt d'urgence</li> <li>- les consignes de sécurité</li> </ul>	3		

[illegible]

<p>Achever la création :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du plan permettant de localiser les substances dangereuses (présence d'un pictogramme)</li> <li>- de l'état des stocks permettant de déterminer les quantités contenues en temps réel.</li> </ul> <p>Ces documents doivent être immédiatement à disposition des secours en cas d'incendie. Il faudra convenir de l'endroit où ces documents seront disponibles et ce même en cas de panne du réseau.</p>	1		
<p>Réaliser un plan permettant aux secours de localiser les dangers potentiels sur le site (stockage, TGBT,...) à partir des données du PER</p>	1		
<p>Disposer d'un tableau dans lequel sont référencées les quantités de produits en fonction de leur localisation. Ce tableau devra être remis à jour quotidiennement</p> <p>Note : s'assurer que de nouveaux produits n'ait pas été acheté depuis le bilan de classement.</p>	3		
<p>Disposer d'un tableau dans lequel sont référencées les quantités de produits en fonction de leur localisation. Ce tableau devra être remis à jour quotidiennement</p> <p>Note : s'assurer que de nouveaux produits n'ait pas été acheté depuis le bilan de classement.</p>	3		

Faire une étude bâtimementaire pour les bâtiments : Bat G Bat i Bat J Bat P Bat S Atelier T	1		
Faire une étude bâtimementaire pour les bâtiments : Bat G Bat i Bat J Bat P Bat S Atelier T	1		
Faire une étude bâtimementaire pour les bâtiments : Bat G Bat i Bat J Bat P Bat S Atelier T	1		
<i>Note : En plus, de permettre aux pompiers d'accéder à votre site, il faut mettre en place une organisation permettant d'alerter en cas d'incident sur le site en période d'inactivité.</i>  <i>Différentes possibilités sont envisageables :</i> - Astreinte avec report sur téléphone - Agent de sécurité  <i>En cas d'accident / incident, une personne connaissant le site devra être présente pour les guider, répondre aux questions des pompiers, et leur faciliter l'accès au site (ouverture de bâtiment par exemple).</i>			

[illegible]

[illegible]

Avant d'envisager une remise en conformité, vous pouvez interroger votre inspecteur DREAL afin de savoir s'il serait d'accord avec la réalisation de modélisation pour étudier le développement du feu et le comportement des fumées dans les bâtiments concernés (compatibilité avec l'évacuation des personnes et l'intervention des secours) afin de savoir s'il serait possible d'envisager une dérogation vis-à-vis de cette exigence	1		
Consulter les DOE du bâtiment T afin de vous assurer que la surface utile d'ouverture des désenfumages est supérieure ou égale à 2% de la surface au sol du local. Pour le bâtiment S, vous devez être en capacité de le démontrer par un calcul.			

Disposer d'un plan des locaux permettant au SDIS d'identifier rapidement les dangers.  Vous pourrez vous appuyez sur les données présentes dans le PER	3		

<p>Lever la non-conformité relevée au niveau du poteau n°4 (Cf: malgré l'écart le poteau reste utilisable et fonctionnel)</p> <p>Mettre en place un système permettant de lever les non-conformités relevées au niveau des moyens de lutte contre l'incendie</p>			
<p>Identifier l'ensemble des réseaux suite aux travaux de restructuration</p>	3		

Lors de la remise des plans par GEOFIT, vérifier de l'exactitude et de la cohérence des données			
<p>Lorsque les plans des réseaux d'eau seront validés par l'Ecole Centrale de Nantes, mettre à disposition ces plans sur le réseau et une copie en version papier pouvant être utile en cas de sinistre</p> <p>En complément disposer d'un plan sur lequel les réseaux d'air comprimé sont visibles.</p>	1		

<p>Lever les non-conformités constatées relative à la liaison à la terre aux bâtiments H, P, I et S</p>	<p>1</p>		
<p>Vous devrez :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluer le risque d'exposition sur l'ensemble de l'Ecole Centrale de Nantes,</li> <li>- Mettre en place des moyens de prévention et protection pour le personnel et les entreprises extérieures susceptibles d'intervenir dans les zones ATEX,</li> <li>- Délimiter les zones ATEX,</li> <li>- Définir les mesures techniques et organisationnelles appropriées permettant de réduire le risque d'explosion,</li> <li>- Etablir le document relatif à la protection contre les explosions et le mettre en œuvre,</li> <li>- Former les salariés travaillant en zone ATEX</li> </ul>	<p>1</p>		

<p>S'assurer dans l'évaluation du risque ATEX que les zones identifiées "ATEX" sont suffisamment ventilées.</p> <p>A défaut mettre en place un système naturel ou mécanique permettant d'assurer une ventilation suffisante des locaux concernés.</p>			
<p>S'assurer dans l'évaluation du risque ATEX que les débouchés à l'atmosphères sont placés le plus loin possible des bouches d'aspiration.</p> <p>Vérifier que leur hauteur est suffisante afin de permettre la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1m au-dessus du faitage</p>			
<p>S'assurer que les conduits d'évacuation favorisent l'ascension et la dispersion des polluants à l'atmosphère</p>			
<p>S'assurer de la présence dans les locaux techniques, les armoires technique et les zones ATEX recensées de la présence d'un dispositif de détection de poussières susceptibles de former une ATEX</p> <p>A défaut, mettre en place des dispositifs de détection et de prévention en continue des poussières explosives dans l'air ambiant.</p>			

<p>Pour rappel, en raison du nombre de bâtiments et l'absence de personnel sur place de nuit, si un incendie se déclare, il sera difficilement identifié précocement. Les conséquences pour l'école pourront être importantes.</p> <p>Disposer des détecteurs de fumées dans les locaux dans lesquels sont installés des machines de travail des métaux. Nous vous recommandons de vous faire accompagner afin de trouver l'installation la plus optimale et adaptée à vos besoins.</p>	1		
<p>Suite à la mise en place des nouveaux bacs aux bâtiments I, P et S.</p> <p>S'assurer que l'ensemble des produits chimiques sont stockés sur une rétention dont la capacité est adaptée au contenu à l'issue de la commande des bacs.</p>	2		
<p>Bât I : vérifier que les capacités de rétention sont conformes</p> <p>S'assurer dans les bâtiments I, P et S que l'ensemble des produits chimiques sont stockés sur une rétention dont la capacité est adaptée au contenu après la réception des nouveaux bacs.</p>			

<p>Créer une procédure relative aux déversements accidentels.</p> <p>Disposer le matériel nécessaire dans l'ensemble des bâtiments</p> <p>Former le personnel</p> <p>Contrôler lors des audits ou périodiquement que le matériel nécessaire est à disposition et que la procédure est connue et comprise</p>	2		
<p>Former des salariés au risque chimique travaillant aux bâtiment G, P et S et à la gestion des produits notamment les incompatibilités lors du stockage</p> <p>S'assurer que le personnel formé a bien acquis les connaissances de base. Afficher le tableau sur les armoires dédiées au stockage des produits.</p> <p>A l'issue de la formation, s'assurer que les règles de stockage des produits chimiques sont mises en œuvre et sont respectées</p>	2		

S'assurer que dans le cadre du projet le stockage des liquides inflammables sera en fosse maçonnée (si en sous-sol).			
<p>Dans le cadre du projet de déplacement du stockage extérieur de liquides inflammables s'assurer de la présence d'un système de rétention et réaliser des contrôles réguliers</p> <p>Tracer les contrôles et les observations</p>	1		
<p>Dans le cadre du projet de déplacement de stockage de liquides inflammables, prévoir une dalle ou un revêtement permettant de recueillir les déversements et d'éviter tout risque de déversement dans le sol par infiltration</p>	1		
<p>A l'issue de la restitution, il faudra vous assurer que les eaux et écoulement susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre peuvent être récupérées.</p> <p>Nous vous préconisons de réaliser un D9A.</p>			

Mettre en place une procédure de confinement des eaux d'incendie et de traitement dans la filière appropriée	2		
<p>Pour les transvasements, imposer l'utilisation de contenant adaptés et fermés.</p> <p>Pour de très courtes distances (l'utilisation de bêche peut être tolérée à condition qu'il n'y ait aucun risque de chute (obstacle au sol,...) ni de choc (plusieurs salariés, obstacle généré par la structure ou un meuble ou un stockage).</p> <p>Si lors des audits internes, il est constaté du non-respect des conditions de cette dérogation, proscrire l'utilisation des bâteaux pour le transvasement</p>	2		

<p>Le modèle de permis de feu est conforme à la réglementation.</p> <p>Compléter la consigne relative au permis de feu en intégrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les personnes habilités à rédiger un permis de feu (personne ayant reçue la formation "permis de feu" dont les connaissances ont été validée par un examen (QCM, oral, rédaction d'un plan de prévention,...)</li> <li>-les conditions de renouvellement énoncées clairement (évoqué sur le permis mais il est pertinent de le rappeler dans la consigne)</li> <li>- les conditions d'archivages</li> <li>- les conditions de mise à disposition du modèle (comprenant le format, et l'identification (par numéro, ou nom du document)</li> <li>- les permis de feu rédigés sont exhaustifs</li> <li>- une procédure relative à l'émission d'un permis de feu existe et exhaustive</li> </ul>			
<p>Vous assurer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du personnel formé est nommément désigné pour rédiger les plans de prévention et permis de feu</li> <li>- en cas de contrôle des autorités vous êtes en capacité de présenter des plans de prévention et permis de feu</li> </ul>			

Mettre en place des affichages relatifs à l'interdiction d'apport de flamme dans les zones concernées avec la mention sauf pour la réalisation de travaux nécessitant un permis de feu	3		
Nota : compléter la partie dédiée aux service d'urgences et services divers ainsi que les informations concernant l'établissement (téléphone)			
S'assurer que ces consignes sont visibles et connues dans l'ensemble des bâtiments	3		
Compléter la consigne incendie en intégrant : - une interdiction relative à l'apport de feu / de flamme, - des procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, - des consignes relatives aux déversements accidentel	3		

[illegible]

Identifier les ouvrages de disconnexion, s'assurer de leur bon état de fonctionnement et qu'ils sont connus de la maintenance	2		
S'assurer de la conformité en cas de présence d'un ouvrage construit dans le lit de l'Erdre, de la conformité des débits, du bon fonctionnement et de l'entretien des ouvrages	2		
Sur le plan des réseaux de collecte des effluents doivent apparaître : - les secteurs collectés, - les points de branchement, - regards, - avaloirs, - postes de relevage, - postes de mesure, - vannes manuelles et automatiques.	3		

Lors de la réception des plans, s'assurer que les eaux pluviales ne sont pas susceptibles d'être polluées	2		

[illegible]


[illegible]

[illegible]

<p>Réaliser une vérification des niveaux sonores en limite de l'école.</p> <p>S'assurer que</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Les mesures sont réalisées installation en fonctionnement puis à l'arrêt,</li> <li>-les niveaux sonores générés par l'école en limite de propriété respectent les valeurs d'émergences admissibles.</li> </ul> <p>Si des non-conformités sont mises en évidence, identifier la source de bruit et mettre en place des actions permettant de réduire les émissions. Suite à la mise en place d'actions de corrections, il faudra réaliser une nouvelle étude sur la zone concerné par le dépassement.</p>			
<p>Réaliser une vérification des niveaux sonores en limite de l'école.</p> <p>S'assurer que</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Les mesures sont réalisées installation en fonctionnement puis à l'arrêt,</li> <li>-les niveaux sonores générés par l'école en limite de propriété respectent les valeurs d'émergences admissibles.</li> </ul>			
<p>S'assurer suite à l'étude de l'absence de son pur (son à tonalité marquée) tels que des sifflements, bruit de sirène ou de ventilateurs</p>			


[illegible]

[illegible]

[illegible]







Commentaire / avancement






[illegible]



[illegible]

[illegible]













[illegible]

[illegible]



[illegible]


[illegible]

[illegible]




[illegible]








